

Article sélectionné dans

La Matinale du 28/07/2017 [Découvrir l'application](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e) (http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?

re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e)

Le budget de la politique de la ville n'échappera pas aux coupes

Le président de l'Association des maires Ville & banlieue dénonce « un mauvais calcul » et estime qu'en abaissant les dotations, le gouvernement « joue avec le feu »

LE MONDE | 29.07.2017 à 06h46 • Mis à jour le 29.07.2017 à 09h19 | Par Louise Couvelaire ([journaliste@louise-couvelaire](mailto:journaliste@louise-couvelaire.fr))

C'est une petite ligne parmi plus de soixante et elle est passée quasi inaperçue. Mais elle risque de [créer](#) une forte contestation. Le décret pris le 20 juillet, détaillant les réductions d'enveloppes des différents ministères, indique que le « programme 147 » de la [politique](#) de la ville sera amputé de 46,5 millions d'euros, soit plus de 11 % du budget total, s'élevant à 411 millions d'euros.

Ce programme est le pendant « humain » du vaste chantier du « bâti », porté par le programme national de rénovation urbaine (PNRU). Il a pour objet de « *soutenir les politiques publiques engagées afin d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires de la [politique de la ville](#)* ».

Aujourd'hui, cette enveloppe concerne 435 contrats de ville, couvrant 1 514 quartiers parmi les plus pauvres de [France](#), où habitent 5,5 millions de personnes. Et elle finance un grand nombre de dispositifs d'accompagnement : associations et centres sociaux œuvrant pour la [culture](#), le [sport](#), les aides à la [formation](#) et au retour à l'[emploi](#), l'éducation – écoles de la deuxième chance... –, la prévention de la délinquance et la tranquillité publique...

« *Nous sommes tous conscients des contraintes budgétaires actuelles, mais cette annulation de crédits risque d'impacter toutes les actions mises en œuvre dans le cadre des contrats de ville* », tonne la sénatrice socialiste du Rhône Annie Guillemot, rapporteure – avec sa collègue (Union des démocrates et indépendants) du Nord Valérie Létard – du rapport d'information dressant le bilan de la loi Lamy, portant sur la politique de la ville.

« Efforts réduits à néant »

Présenté à la commission des affaires économiques du Sénat le 19 juillet, il conclut à une réforme « *bien engagée* » mais « *fragilisée* » par un « *manque de moyens* ». « *Le contrat de ville est le pilier humain de la politique de la ville*, souligne Valérie Létard. *Sans cela, nous n'arriverons jamais à [changer les quartiers](#)*. »

Cette coupe budgétaire est d'autant plus difficile à [comprendre](#) pour les acteurs de la politique de la ville que le président de la République et le ministre de la cohésion des territoires, Jacques Mézard, avaient confirmé ce mois-ci le doublement des crédits de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), pour les [porter](#) à 10 milliards d'euros.

« *C'est un très mauvais calcul ! s'emporte Marc Vuillemot, président de l'Association des maires Ville & banlieue. Sans actions d'accompagnement importantes sur le terrain, tous les efforts réalisés dans le cadre du PNRU seront réduits à néant. On le sait tous depuis longtemps. La régulation du [climat social](#) est essentielle.* »

M. Mézard explique : « *Les annulations ont été orientées en priorité vers les crédits* » gelés « *et pour lesquels aucun engagement n'avait été pris ou pour des dépenses du niveau national* ». Certaines préfectures ont déjà reçu une lettre notifiant ces annulations et leur demandant de [supprimer](#) tous les dispositifs non encore engagés au 1^{er} juillet.

« *C'est non seulement inacceptable mais c'est aussi très dangereux*, martèle M. Vuillemot. *Cela*

peut créer des situations similaires à celles que l'on a connues en 2005. » Il n'est pas le seul à faire référence aux émeutes survenues cette année-là peu après la réduction de tous les budgets alloués au maintien du tissu social. Selon le président de Ville & banlieue, le pire est à craindre : « L'objectif du gouvernement serait d'arriver, dès 2018, à amputer le budget de 100 millions d'euros, soit un quart du total. Ils jouent avec le feu ! »